

Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.

Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Reconduction des Services Communs - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Ces services communs concernent les directions suivantes : Direction Générale, Cabinet, Chauffeurs, Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, Direction Organisation Etudes Evaluation, Direction du Contrôle de Gestion Externe, Direction des Finances, Protocole et Accueil, Direction du Secrétariat Général, Direction des Relations Internationales, Direction de la Culture, Direction des Relations Presse, Direction de la Communication, Direction des Moyens Généraux et Bâtiments (parc auto), le Département Développement et Aménagement Durable du Territoire ainsi que le Pôle Ressources Humaines

et Relations Sociales. Il a également été constitué entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier un service commun de Département Solidarité et Vivre Ensemble.

Les conventions de services communs signées entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS précisait être établies pour la durée du mandat et expirer au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Il était également prévu de les reconduire de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

Il convient donc de reconduire l'ensemble de ces conventions de services communs et modifier leur durée. En effet, l'ensemble des conventions de services communs sont reconduites sans limitation de durée. Elles pourront néanmoins être dénoncées par le Maire ou le Président à tout moment.

La décision de dénonciation fera l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3^{ème} mois suivant cette information.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la reconduction de l'ensemble des conventions de services communs tels que présentée ci-dessus ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de service commun DSVE
- Reconduction convention Services Communs 1.pdf
- Reconduction convention Services Communs 2.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-150199-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.